



Troisième trimestre de 2012

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

www.ic.gc.ca/moniteurcr

Cette publication par la Direction générale de la petite entreprise fournit de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. La série fait état des tendances au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche d'actualité et examine les principales grappes technologiques où il y a investissement.

Introduction

Le présent numéro traite des activités observées au cours du troisième trimestre de 2012 en matière d'investissements en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada. Il décrit également les récentes activités du gouvernement fédéral sur le marché du capital de risque.

Aperçu des activités en matière de capital de risque

Investissements et mobilisation de fonds

Légère baisse des niveaux d'investissements d'année en année au cours du troisième trimestre (T3) de 2012

Après un solide deuxième trimestre, le marché canadien du capital de risque a connu une légère baisse au cours du T3 de 2012. Dans l'ensemble, 363 millions de dollars ont été investis dans 88 entreprises, ce qui représente une baisse de 6 % par rapport aux 386 millions de dollars investis dans 129 entreprises au cours de la même période l'année précédente (tableau 1). En dépit de cette baisse, le capital de risque canadien en 2012 est en voie d'égaliser les niveaux enregistrés en 2011, en raison de la solidité du deuxième trimestre au cours duquel 444 millions de dollars ont été investis dans des entreprises canadiennes (figure 1).

La mobilisation de fonds a connu un ralentissement important par rapport au premier semestre de l'année avec l'entrée sur le marché d'à peine 42 millions de dollars en nouveaux engagements dans des fonds au cours du T3 de 2012, comparativement à 1,4 milliard de dollars pour les deux premiers trimestres. Cependant, grâce à la forte mobilisation de fonds connue au début de l'année, les activités totales des neuf premiers mois de 2012 sont en voie de surpasser nettement celles de 2011. Les nouveaux engagements dans des fonds de capital de risque ont totalisé environ 1,5 milliard de dollars au cours des trois

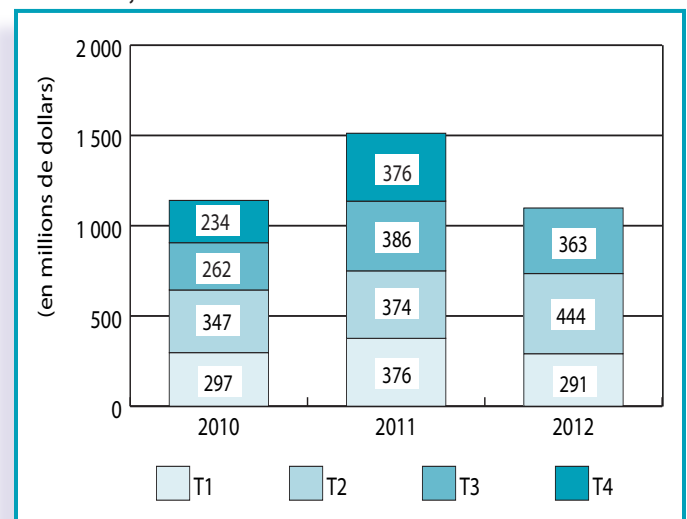
premiers trimestres, ce qui dépasse déjà le milliard de dollars annoncé par Thomson Reuters pour l'ensemble de 2011. Les 21 clôtures de la part de sociétés en commandite canadiennes ont joué un rôle essentiel dans l'apport de nouveaux capitaux sur le marché, représentant 79 % du total de la mobilisation de fonds depuis le début de l'exercice, soit 1,2 milliard de dollars. Les nouveaux engagements dans les fonds de détail représentaient la majorité des autres engagements, soit 363 millions de dollars.

Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012

	T3 de 2011 (en millions de dollars)	T3 de 2012 (en millions de dollars)	Variation en %
Investissement	385	363	-6 %
Mobilisation de fonds	365	42	-89 %

Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Figure 1 : Investissement en capital de risque par trimestre, de 2010 à 2012



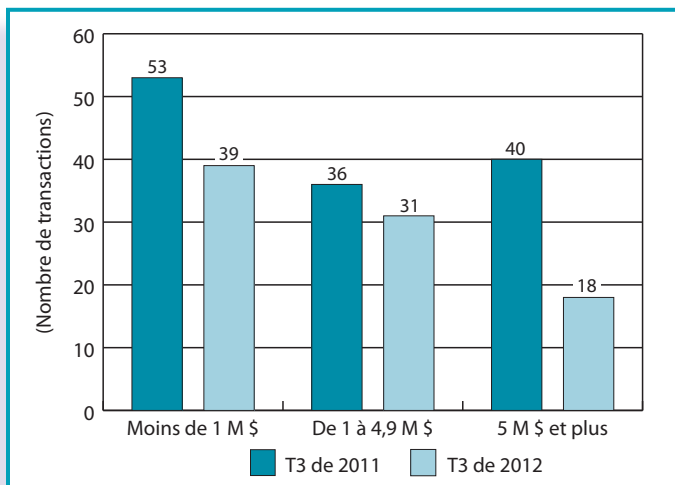
Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Valeur des transactions

Baisse du nombre de transactions effectuées au troisième trimestre de 2012, comparativement au troisième trimestre de 2011

L'ensemble des transactions réalisées au T3 de 2012 a connu une baisse dans toutes les fourchettes de transactions; il y en a eu 41 de moins par rapport à la même période l'année précédente (figure 2). Malgré cette baisse, le financement total n'a chuté que de 22 millions de dollars, grâce à une augmentation de la valeur moyenne des transactions, qui est passée de 3 millions de dollars au T3 de 2011 à 4,1 millions de dollars au T3 de 2012. L'augmentation de la valeur moyenne des transactions au cours du trimestre est surtout attribuable à plusieurs transactions importantes, en particulier un engagement de 80 millions de dollars dans l'entreprise Desire2Learn Inc. de Kitchener, en Ontario, pris par OMERS Ventures et New Enterprise Associates. Cette transaction représentait le plus important investissement en capital de risque au Canada depuis plus de cinq ans.

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

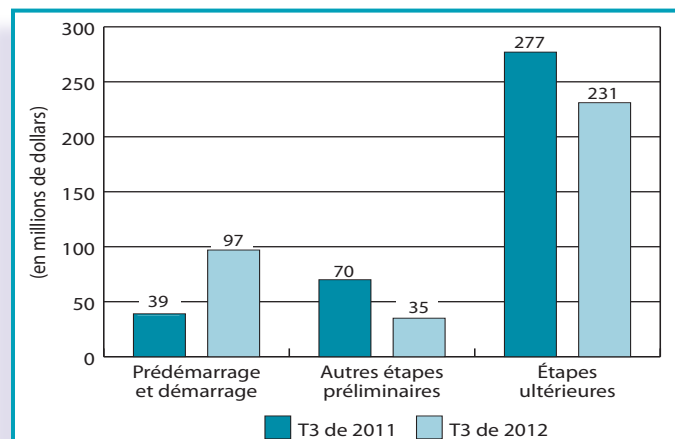
Étapes du développement

Hausse de la valeur des investissements dans les entreprises à l'étape de prédémarrage ou de démarrage par rapport à la baisse des investissements dans les entreprises se trouvant aux autres étapes de développement

On a enregistré une amélioration des investissements dans les entreprises à l'étape de prédémarrage ou de démarrage au cours du T3 de 2012 grâce à l'attribution de 97 millions de dollars à 33 entreprises, comparativement à 39 millions

de dollars attribués à 41 entreprises au cours de la même période en 2011. Les investisseurs étaient particulièrement actifs auprès des entreprises œuvrant dans le secteur des sciences de la vie qui sont à l'étape de prédémarrage ou de démarrage; en effet, elles ont attiré environ 60 millions de dollars au cours du trimestre. D'une année à l'autre, la valeur des financements d'entreprises se trouvant à des étapes ultérieures et à des étapes préliminaires de leur développement a baissé, chacune d'elles ayant affiché une activité particulièrement faible (figure 3).

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Baisse du nombre de transactions nouvelles et subséquentes au cours du troisième trimestre de 2012

Des 88 transactions réalisées au cours du T3 de 2012, 32 représentaient de nouveaux investissements dans des entreprises, alors que 56 représentaient des investissements subséquents dans des entreprises de portefeuille (tableau 2). Le nombre total de nouvelles transactions réalisées a atteint le plus faible niveau enregistré en cinq trimestres (32), mais la valeur de ces transactions a augmenté considérablement pour atteindre 184 millions de dollars, un sommet jamais atteint en un seul trimestre depuis 10 ans. Comme il a été précisé précédemment, une partie importante de ce capital provient d'une transaction de très grande valeur, soit le financement de 80 millions de dollars attribué à Desire2Learn.

Les investissements subséquents réalisés d'année en année ont chuté, seulement 56 transactions d'une valeur de 179 millions de dollars ayant été enregistrées au T3 de 2012, comparativement à 79 transactions au cours de la même période l'année précédente. Comme on peut généralement s'y attendre, la majorité des investissements

subséquents ont été réalisés dans des entreprises œuvrant dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) qui sont à des étapes ultérieures de leur développement et qui ont attiré la majorité des investissements subséquents au cours du trimestre.

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, du troisième trimestre de 2011 au troisième trimestre de 2012

Investissement		T3 de 2011	T4 de 2011	T1 de 2012	T2 de 2012	T3 de 2012
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	25	20	21	26	24
	Autres étapes préliminaires	4	4	5	17	2
	Étapes ultérieures	21	23	18	31	6
	Toutes les étapes	50	47	44	74	32
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	16	15	13	5	9
	Autres étapes préliminaires	13	12	11	8	5
	Étapes ultérieures	50	56	50	50	42
	Toutes les étapes	79	83	74	63	56

Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Type d'investisseur

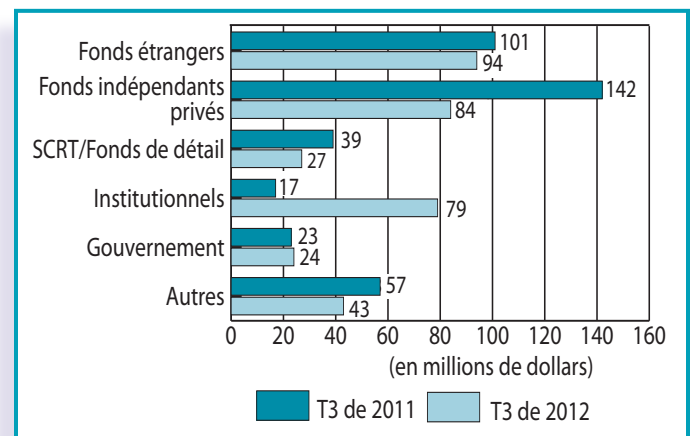
Augmentation des investissements de la part des investisseurs institutionnels et du gouvernement au cours du troisième trimestre de 2012

Parmi presque tous les types d'investisseurs (à l'exception des investisseurs institutionnels et du gouvernement), on a observé une baisse des activités en matière d'investissements au cours du T3 de 2012, parallèlement à l'ensemble du marché. Au cours du trimestre, les activités en matière d'investissements nationaux ont été dominées par les fonds indépendants privés et les investisseurs institutionnels qui, ensemble, ont investi 163 millions de dollars dans des entreprises canadiennes (figure 4). OMERS Ventures, notamment, a participé à plusieurs transactions de grande valeur au Canada dépassant les 10 millions de dollars. Les investissements réalisés par les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) au cours du T3 de 2012 ont atteint un bas niveau pour un seul trimestre, avec seulement 27 millions de dollars investis dans des entreprises, en majorité au Québec.

Les fonds américains et autres fonds étrangers de capital de risque ont constitué les investissements les plus actifs sur le marché canadien entre juillet et septembre avec des

transactions totalisant 94 millions de dollars, soit 7 % de moins que les 101 millions de dollars enregistrés à la même période l'année précédente. Ainsi, les fonds étrangers représentaient 26 % des sommes totales investies au T3 de 2012, ce qui est loin de la part évaluée à près du tiers qu'elle a maintenue tout au long de 2011.

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Mobilisation de fonds

Ralentissement de la mobilisation de fonds au troisième trimestre de 2012, après un solide premier semestre en 2012

La mobilisation de fonds a connu un ralentissement au cours du T3 de 2012, après avoir connu deux trimestres exceptionnels grâce au rendement des fonds indépendants privés nationaux. Seulement 42 millions de dollars des nouveaux engagements de capital ont été attribués aux fonds canadiens au cours du trimestre, ce qui représente une baisse assez importante par rapport aux 365 millions de dollars destinés aux fonds de capital de risque au cours de la même période l'année précédente. La majorité des nouveaux engagements au cours de ce trimestre ont été attribués aux fonds de SCRT.

Malgré la baisse du total de la mobilisation de fonds amassé d'une année à une autre au T3 de 2012, la mobilisation de fonds annuelle a continué de surpasser les activités par rapport à cette même période de neuf mois l'année dernière. À la fin du T3 de 2012, les fonds canadiens de capital de risque totalisaient 1,5 milliard de dollars, soit une augmentation de 500 millions de dollars par rapport à tous les fonds recueillis en 2011. Plus particulièrement, 1,2 milliard de dollars de ces engagements ont été faits par rapport aux fonds indépendants privés, ce qui dépasse largement les activités annuelles enregistrées depuis 2007. Les sources gouvernementales, tels que la Banque de

développement du Canada (BDC) ainsi que les fonds de fonds du gouvernement (Teravys Capital, le Fonds ontarien de capital-risque (FOCR), Alberta Enterprise Group et le British Columbia Renaissance Capital Fund) ont représenté près de la moitié de ce capital. Le reste de ces sources de mobilisation de fonds provient de sociétés, d'investisseurs étrangers, de personnes fortunées et de fonds de pension canadiens.

Répartition régionale

Baisse de la valeur des investissements en capital de risque presque partout au Canada

En raison du faible nombre de transactions réalisées au T3 de 2012 (tableau 3), les valeurs attribuées à l'investissement en capital de risque étaient en baisse dans la plupart des provinces et territoires du Canada, à l'exception de l'Ontario. Les investissements ont légèrement chuté au Québec, les entreprises ayant attiré 112 millions de dollars, soit 2 millions de dollars de moins que les 114 millions de dollars investis au T3 de 2011 (figure 5). La Colombie-Britannique et l'Alberta ont également observé une baisse des niveaux d'investissement par rapport au T3 de 2011, avec 43 et 16 millions de dollars investis respectivement. Ce recul est attribuable à une baisse des investissements dans le secteur de l'énergie et des technologies propres pendant cette période, lesquels sont passés de 68 millions de dollars au T3 de 2011 à 14 millions de dollars au T3 de 2012.

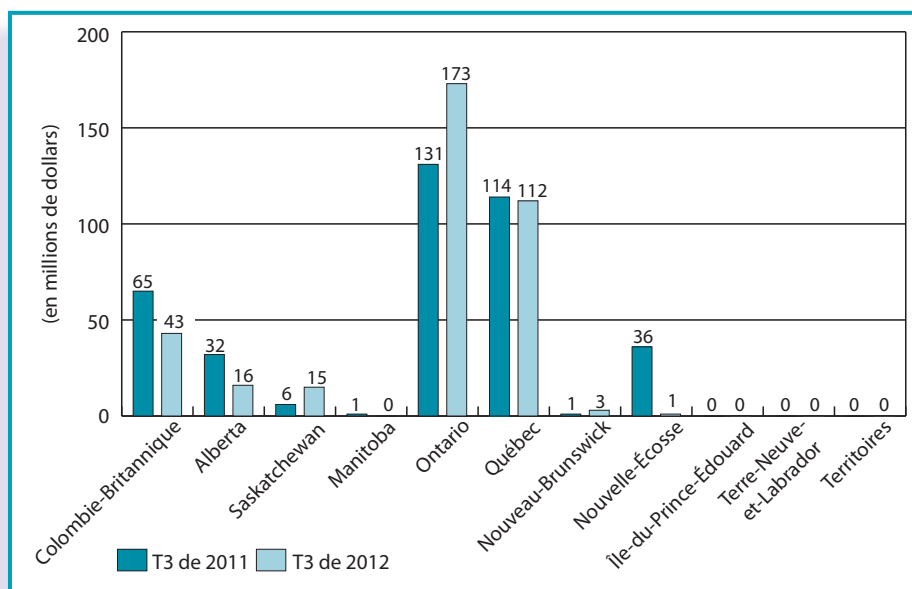
Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque par province, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012

Province	T3 de 2011	T3 de 2012	Variation en %
Colombie-Britannique	15	14	-7
Alberta	5	8	60
Saskatchewan	3	4	33
Manitoba	1	0	s.o.
Ontario	40	30	-25
Québec	58	27	-53
Nouveau-Brunswick	2	2	0
Nouvelle-Écosse	5	3	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	0	0	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0	s.o.
Territoires	0	0	s.o.

Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

À l'inverse du reste du Canada, le niveau des investissements de l'Ontario a connu une croissance importante au cours du T3 de 2012. Environ la moitié des montants canadiens réservés au capital de risque ont été attribués à des entreprises de l'Ontario, soit une valeur de 173 millions de dollars investis dans 30 entreprises. Il s'agit d'une augmentation de 42 millions de dollars par rapport aux 131 millions investis dans la province au cours de la même période en 2011. Malgré cette augmentation, les investissements en capital de risque dans la province étaient en baisse de 9 % comparativement aux 143 millions de dollars investis dans la province au cours du T3 de 2011.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

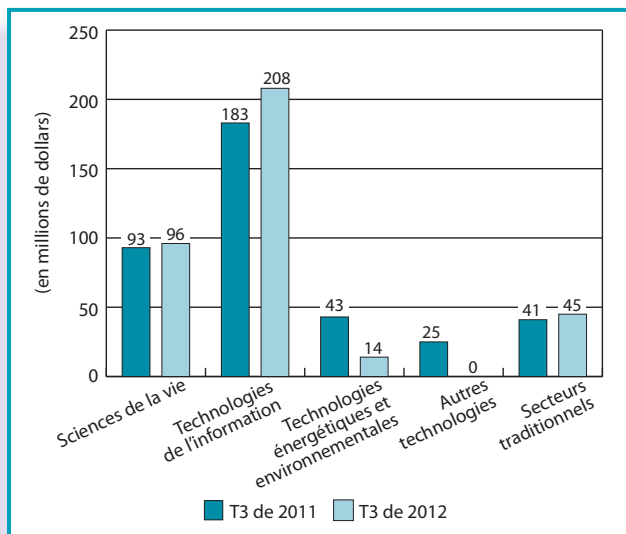
Les activités ont connu une baisse dans le Canada atlantique (au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse), alors que seulement 4 millions de dollars ont été investis dans la région au T3 de 2012.

Répartition selon le secteur d'activité

D'importants investissements dans les entreprises œuvrant dans les secteurs du réseau Internet et des logiciels ont permis de soutenir le secteur des TIC au cours du trimestre

Durant le T3 de 2012, les entreprises du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ont continué d'attirer la majorité du financement, soit 208 millions de dollars ou 57 % de l'ensemble du financement (figure 6). Ces chiffres représentent une augmentation de 14 % comparativement à l'investissement total en capital de risque dans les TIC au cours du T3 de 2011. La grande majorité des investissements enregistrés dans le secteur des TIC sont allés dans des entreprises de l'Ontario, qui ont attiré près des trois quarts (153 millions de dollars) des investissements en capital de risque dans le secteur des TIC au Canada. La source principale d'investissement dans le secteur des TIC au cours du trimestre a bénéficié aux entreprises œuvrant dans les secteurs des logiciels et du réseau Internet qui ont attiré ensemble environ 156 millions de dollars en nouveaux investissements au cours du trimestre.

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, troisièmes trimestres de 2011 et de 2012



Source : Thomson Reuters Canada, 2012.

Le secteur des sciences de la vie, relativement stable, a attiré environ 96 millions de dollars au cours du trimestre, un résultat se situant dans la fourchette des 90 à 100 millions de dollars par trimestre que le secteur des sciences de la vie a obtenu au cours des trois dernières années. À l'inverse, les entreprises œuvrant dans le secteur des technologies énergétiques et environnementales ont attiré peu d'investissements au T3 de 2012. Seulement 14 millions de dollars ont été investis dans ces entreprises au cours du trimestre, ce qui représente une baisse de 67 % par rapport à la même période l'année précédente.

Activités gouvernementales

Activités de la Banque de développement du Canada

Au cours du T3 de 2012, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 18,2 millions de dollars au profit de 15 entreprises (tableau 4). Ces investissements ont totalisé 72,1 millions de dollars si on inclut les contributions des co-investisseurs.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque, au troisième trimestre de 2012

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(en millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	1,8	2,9	4,7	8
Développement	7,8	22,6	30,4	4
Étapes ultérieures	8,6	6,0	37,0	3
Total	18,2	31,5	72,1	15

Source : Banque de développement du Canada.

Autres étapes préliminaires : Entreprise qui a amorcé les activités de commercialisation initiale et de développement connexe et qui a besoin de financement pour assurer une pleine production commerciale et un maximum de ventes.

Dette de second rang : Instrument financier ayant qualité de dette et d'actif, qui est souvent utilisé dans des transactions comme solution de rechange ou de complément à du capital de participation proprement dit.

Étape de démarrage : Entreprise qui vient tout juste d'entreprendre ses activités et qui a besoin de capital pour le développement de produits, la commercialisation initiale et l'atteinte d'autres objectifs.

Étapes de développement : Jalons essentiels dans le continuum de croissance des entreprises financées par du capital de risque et d'autres types de capitaux d'investissement privés. En général, une entreprise du portefeuille bénéficie de cycles cumulatifs de financement pour faciliter sa progression d'une étape à l'autre de son développement.

Étape de prédémarrage : Entreprise en développement qui n'a pas encore entrepris ses activités commerciales et qui a besoin de financement pour la recherche et le développement de produits.

Étapes ultérieures de développement – Expansion : Entreprise établie ou presque établie, qui a besoin de capital pour accroître sa capacité de production, sa commercialisation et ses ventes.

Financements et investissements : Chaque transaction à laquelle participent un ou plusieurs fonds de capital d'investissement privé dans une entreprise du portefeuille donnée est appelée cycle de financement. Chaque financement est constitué d'un ou de plusieurs investissements, selon la présence de co-investisseurs. On utilise également le terme transactions pour désigner des financements.

Fonds de fonds : Véhicule intermédiaire géré par des professionnels, dans lequel des investisseurs particuliers et institutionnels affectent ou regroupent de l'actif pour un engagement subséquent relatif à des fonds de capital d'investissement privé.

Mobilisation de fonds : Activité par laquelle un fonds de capital d'investissement privé cherche à obtenir de nouveaux engagements de capitaux auprès de fournisseurs externes. Au Canada, les mobilisateurs de fonds les plus actifs sont les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et les fonds indépendants privés.

Société à capital de risque de travailleurs (SCRT) et fonds de détail : Fonds de capital d'investissement privé géré par des professionnels, qui mobilise du capital selon le régime du commerce de détail auprès de particuliers canadiens et bénéficiant de crédits d'impôt des gouvernements fédéral et provinciaux. Les activités des SCRT se conforment à certaines dispositions législatives dans la majorité des juridictions canadiennes.

Société en commandite : Structure de fonds juridique utilisée plus souvent par les fonds indépendants privés pour mobiliser du capital auprès de sources externes, comme les investisseurs institutionnels. La principale relation dans cette structure unit le commandité (le gestionnaire de fonds) au commanditaire (la source du capital).

Notes

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement.

Pour faire partie de la liste d'envoi de parution en ligne des publications de la Direction générale de la petite entreprise, veuillez vous abonner à :
www.ic.gc.ca/recherchePME/abonnement.

Pour toute question concernant le contenu, veuillez communiquer par courriel à :
MoniteurCR-VCMonitor@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à :
www.ic.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à :
droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

ISSN 1911-9275

Also available in English under the title *Venture Capital Monitor—Q3 2012*.